

Unité Interdépartementale 25-70-90
Pôle Minéral

Besançon, le 15 avril 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOGEA RHONE-ALPES

lieu-dit "Les Essarts de la Rochotte"

25110 Hyèvre-Paroisse

Références : UID257090/SPR/VaM/CN 2022 – 0415D

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2022 dans l'établissement SOGEA RHONE-ALPES implanté lieu-dit "Les Essarts de la Rochotte" 25110 Hyèvre-Paroisse. L'inspection a été annoncée le 16/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le plan pluriannuel de contrôle au titre de l'année 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOGEA RHONE-ALPES
- lieu-dit "Les Essarts de la Rochotte" 25110 Hyèvre-Paroisse
- Code AIOT dans GUN : 0005901551
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La carrière est autorisée par arrêté préfectoral du 08 mars 2012 jusqu'en 2027 (incluant la remise en état). SOGEA a repris l'exploitation du site en 2018. 150 000 tonnes en moyenne annuelle peuvent être extraites sur ce site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale 2022 relative à la gestion des déchets d'extraction,
- Vibrations
- Poussières

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan topographique annuel	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Bilan annuel de surveillance des poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6	/	Sans objet
Déclaration annuelle - GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.V - Annexe III	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I	/	Sans objet
Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
Niveau de production	Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article 4	/	Sans objet
Mise en place des équipements	Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article 10	/	Sans objet
Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article 14.1	/	Sans objet
Epaisseur d'extraction et géométrie des fronts	Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article 19	/	Sans objet
Méthode d'exploitation - matériel et engins	Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article 20	/	Sans objet
Vibrations – tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article 30	/	Sans objet
Remblayage partiel de la carrière	Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article 36.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site n'est pas exploité à hauteur de l'autorisation accordée, et un retard important d'exploitation a été constaté. L'exploitant se trouve en milieu de la première phase d'exploitation (chaque phase dure 5 ans) alors qu'il devrait attaquer la troisième et dernière phase.

Quatre non-conformités ont été constatées :

- la surveillance des retombées de poussières dans l'environnement doit être réalisée en juin / juillet lors de la prochaine campagne de concassage. La dernière mesure des retombées date de 2015 ;
- le Plan de Gestion des Déchets (PGD) n'a pas été présenté par l'exploitant. Cependant l'exploitation du site, au regard des quantités réellement extraites annuellement, ne génère pas de grandes quantités de déchets d'extraction. La majeure partie des matériaux dont les plaquettes (4% du volume extrait) sont commercialisées ;
- le plan topographique doit être complété ;
- la déclaration annuelle GEREPE doit être complétée.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP
Prescription contrôlée : Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement. On entend par zone de stockage : - lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté. On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol). Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : Dans son mail du 18/03/2022 (suite à sollicitation préalable de l'inspection dans le cadre de l'action nationale) l'exploitant a indiqué qu'aucune zone de stockage au sens de l'article 1 n'était présente sur le site. Ce point a été confirmé lors de la visite sur site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A
Prescription contrôlée : En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.
Constats : Dans son mail du 18/03/2022 (suite à sollicitation préalable de l'inspection dans le cadre de l'action nationale) l'exploitant a indiqué qu'aucune zone de stockage des déchets d'extraction inertes de catégorie A n'était présente sur site. Ce point a été confirmé lors de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022Plan de gestion des déchets
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.
Constats : Peu de déchets d'extraction sont générés par l'exploitation de cette carrière. Les déchets d'extraction sont liés à la découverte de veines de terre lors de l'exploitation. Ces déchets ne sont pas stockés sur site et sont évacués vers des installations autorisées à les prendre en charge (notamment carrières voisines dans le cadre de contre voyages - aller pour apport d'inertes et retour avec des matériaux). Il sont temporairement stockés sur la partie haute du site (zone défrichée de la phase 1). L'exploitant doit préciser l'ensemble de ces points dans son Plan de Gestion des Déchets. Les plaquettes sont quant à elles commercialisées (elles représentent environ 4 à 5 % du volume extrait annuellement), elles sont également stockées au niveau de la partie haute du site (zone défrichée de la phase 1).
Non conformité n°1 : L'exploitant ne dispose pas de plan de gestion des déchets. L'exploitant doit transmettre à l'inspection le PGD sous un mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan topographique annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Registres et plans
Prescription contrôlée : Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;- les bords de la fouille ;- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;- les zones remises en état ;- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : L'exploitant a transmis par mail en date du 21/03/2022 les deux derniers plans topographiques du site datés respectivement du 05 janvier 2021 et du 05 janvier 2022. Ces plans comportaient les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre d'extraction sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords- les bords de la fouille. <u>Non conformité n°2 :</u> <ul style="list-style-type: none">- toutes les limites de propriété doivent apparaître sur le plan,- seules deux cotes d'altitude sont présentes sur le plan et ne permettent pas de refléter de façon suffisamment précise la topographie du site (carreaux, plateforme, pendage du terrain, hauteur des fronts etc),- les zones remises en état n'apparaissent pas : l'exploitant a indiqué qu'aucune zone ne l'a été à ce jour en raison notamment du retard d'exploitation par rapport au phasage prévu. Cet élément doit cependant apparaître dans la légende du plan,- les bornes permettant de délimiter le périmètre d'extraction doivent apparaître sur le plan (position des ouvrages visés à l'article 14.1). Le plan mis à jour sera transmis à l'inspection sous un mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bilan annuel de surveillance des poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale
Prescription contrôlée : Le plan de surveillance comprend : <ul style="list-style-type: none">- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c). <p>Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.</p> <p>Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.</p> <p>Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.</p>
Constats : Le rapport de surveillance environnementale transmis par mail en date du 21/03/2022 date de 2015. Non conformité n° 3 : Aucune surveillance environnementale n'a été réalisée depuis. Le volume extrait annuellement sur le site est très inférieur à la limite autorisée. Le concasseur fonctionne par campagne. En dehors des périodes de concassage, peu d'activité est réalisée sur le site (présence de stock de matériaux et chargeuse pour quelques camions / jour). L'exploitant, à l'occasion de la prochaine campagne de concassage (période juin / juillet), doit réaliser une surveillance des retombées de poussières. La justification de la commande d'une telle campagne sera transmise à l'inspection sous un mois. En complément, et préalablement à la réalisation de la campagne de surveillance, en application de l'article 19.6 de l'arrêté ministériel du 1994 : <i>" Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre."</i> et de l'article 19.6 susvisé l'exploitant doit rédiger et transmettre à l'inspection le plan de surveillance environnementale sous un mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Niveau de production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités d'extraction
Prescription contrôlée : La quantité annuelle moyenne autorisée à extraire est de 150 000 tonnes. La production pourra atteindre 200 000 tonnes/an pour satisfaire les besoins de chantiers exceptionnels, tout en respectant la moyenne précitée de 150 000 tonnes/an calculée sur la durée de la période considérée telle que prévue à l'article 17 ci-après. Les valeurs précitées s'entendent des matériaux autres que les terres végétales et matériaux de découvertes qui sont conservés sur le site en vue de la remise en état.
Constats : Le niveau d'exploitation du site est inférieur aux limites fixées par l'arrêté préfectoral. Au regard du retard phasage constaté et du volume extrait annuellement, l'inspection attire l'attention de l'exploitant sur l'opportunité de demander une modification des conditions d'exploitation (modification du phasage, diminution des quantités annuelles maximales extraites, augmentation de la durée de l'autorisation, etc) en application de l'article R.181-46 du code de l'environnement, accompagnée de tous les éléments d'appréciation nécessaires.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration annuelle - GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.V - Annexe III
Thème(s) : Risques chroniques, Production
Prescription contrôlée : V. L'exploitant d'une carrière visée à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III.
Constats : Les quantités annuelles extraites (Tableau relatif à la production - Activité extractive TP1 - substances extraites) ne sont pas précisées dans les déclarations GERE des années 2019 et 2020. <u>Non conformité n°4 :</u> ce point doit être pris en compte pour la déclaration réalisée au titre de l'année 2021.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mise en place des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Repérage
Prescription contrôlée : Dès la signature du présent arrêté et pendant toute la durée de l'autorisation, l'exploitant est tenu de placer et maintenir : 1. des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ; 2. des bornes de nivellement ou tout dispositif équivalent permettant le contrôle des cotes NGF prescrites ci-après ; 3. une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation qui enfermera la surface autorisée en excluant la nouvelle piste qui sera créée au Nord. Cette clôture ne sera interrompue qu'au niveau des accès, au Nord et au Sud, par une barrière qui sera fermée en dehors des périodes effectives d'exploitation ; 4. des pancartes placées bien en vue et laissées en place pendant toute la durée de l'exploitation signaleront l'existence de la carrière et l'interdiction formelle de pénétrer à toute personne étrangère à l'entreprise. Elles seront régulièrement espacées, à raison d'au moins un panneau par cent mètres, sur la clôture précitée, ainsi qu'au niveau du chemin d'accès ; 5. une aire étanche pour le stationnement des engins dans l'emprise du périmètre de la carrière, équipée d'un caniveau capable de collecter les égouttures et relié à un point bas étanche équipé d'un décanteur-déshuileur ou tout dispositif d'efficacité au moins équivalente ; Ces aménagements doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : Les points 1 et 2 relatifs aux bornes n'ont pas été vérifiés sur le terrain. La clôture est présente autour du site, elle est munie de panneaux signalant la carrière et la présence de tirs de mines. La carrière est munie de deux portails permettant la fermeture des accès au site. A notre arrivée sur site, ces derniers étaient fermés. L'aire étanche est présente sur le site, elle est équipée d'un séparateur hydrocarbure, qui est nettoyé. L'exploitant a présenté le dernier BSD en date du 02/06/2021 correspondant au nettoyage de ce dernier (code déchet 13 05 02* pour 0,5 tonnes traitées par CHIMIREC). L'aire étanche était propre et visuellement en bon état.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article 14.1
Thème(s) : Autre, garanties financières
Prescription contrôlée : L'exploitant doit, préalablement à la mise en activité de la carrière, avoir constitué des garanties financières d'un montant permettant d'assurer la remise en état de la carrière selon les dispositions prévues à l'article 33 et suivants du présent arrêté. Le montant de référence (indice TP01 = 676.1 de mars 2011 ; TVA = 19.6 %) des garanties financières devant être constituées dans ce cadre, pour chacune des périodes prévues à l'article 17 ci-après, doit être au moins égal à : - pour la première période d'exploitation de 5 ans : 94 504 euros TTC ; - pour la deuxième période d'exploitation de 5 ans : 138 080 euros TTC ; - pour la troisième période d'exploitation de 5 ans : 126 669 euros TTC.
Constats : Un acte de cautionnement d'un montant de 144 216,99 euros valable jusqu'en 2023 a été transmis par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Epaisseur d'extraction et géométrie des fronts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités d'extraction
Prescription contrôlée : 19.1 La hauteur maximale d'extraction est d'environ 50 m. La carrière comportera à terme 4 gradins : 3 fronts d'une hauteur de 15 m et 1 front de hauteur variable. Les gradins seront séparés par une banquette horizontale de 10 m de largeur au minimum. 19.2 L'extraction des matériaux se déroulera en 3 phases de 5 ans. Pendant les 2 premières phases, l'extraction se dirigera vers l'Ouest, puis pendant la troisième phase, l'extraction se dirigera vers le Nord. 19.3 Les bords de l'excavation sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur. 19.4 La cote minimale du carreau inférieur ne doit pas se situer au-dessous de 405 mètres NGF. 19.5 Le défrichement réalisé préalablement à l'extraction est progressif et réalisé hors période de reproduction de la faune.
Constats : La hauteur maximale d'extraction est inférieure à 50 mètres. Un seul gradin (un seul front - pas de banquette) est visible sur le site. D'après le plan topographique de 2022 il est inférieur à 15 mètres. L'extraction des matériaux est en retard sur le phasage prévu par l'arrêté, en cours de phase 1 au lieu du début de la phase 3. Les bords de l'excavation sont tenus à une distance horizontale supérieure à 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation. La cote du carreau présentée sur le plan topographique est de 420,30 mNGF, supérieure aux 405 mNGF autorisés. Seule la zone correspondant à la phase 1 a été défrichée par l'exploitant précédent.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Méthode d'exploitation - matériel et engins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités d'extraction
Prescription contrôlée : L'extraction se fera selon le phasage décrit précédemment, exploitation en fosse. L'extraction s'effectuera par tirs de mines verticales dont l'explosif sera mis à feu par détonateurs avec micro-retard afin de réduire la charge explosive unitaire instantanée qui sera de 85 kg au maximum. L'installation de traitement des matériaux sera installée conformément au dossier de demande d'autorisation sur le carreau inférieur de la carrière.
Constats : Les plans de tirs du 13/05/19, 14/02/2020, 17/10/20, 17/12/2020, 24/03/21, ont été présentés par l'exploitant. Leur charge unitaire est inférieure à 85 kg. L'installation de traitement des matériaux n'était pas présente le jour de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Vibrations – tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article 30
Thème(s) : Risques chroniques, Vibrations
Prescription contrôlée : Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes (immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments) des vitesses particulières pondérées supérieures à 6 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. Des mesures doivent être effectuées à chaque changement de phase et de front d'exploitation et à la demande de l'inspection des installations classées. Les résultats de ces mesures sont archivés. Les résultats des mesures doivent être tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Dans le cas où une campagne de mesures mettrait en évidence le dépassement de normes, une étude est alors élaborée afin de déterminer l'origine de ces dépassements, les moyens à mettre en œuvre pour respecter les normes précitées. L'exploitant prend toutes les dispositions (charge unitaire, orientation des fronts) de manière à éviter l'endommagement des ouvrages aériens et souterrains présents à proximité de la carrière lors de tirs de mines.
Constats : L'exploitant a indiqué que chaque tir était instrumenté (mise en place d'un capteur). Les deux dernières mesures en date du 17/12/2020 et du 24/03/2021 ont été présentées par l'exploitant. Le capteur est positionné en fonction du sens d'abattage soit au niveau du bâtiment appartenant à la société Lejeune (environ 500 m) soit au niveau de la première maison en direction de l'Hôpital-Saint-Lieffroy (environ 600 m). Les résultats présentés sont conformes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Remblayage partiel de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article 36.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Le dépôt de matériaux inertes d'apport extérieur au site est autorisé pour un maximum de 30 000 m ³ par an et sera déposé progressivement à l'avancement de l'extraction, conformément aux plans fournis au dossier de demande d'exploiter (voir plan accueil des matériaux inertes annexé au présent arrêté préfectoral - figure E). Il s'effectuera sur le carreau à la côte 405 m NGF. Il ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. Les matériaux extérieurs doivent être préalablement triés, c'est-à-dire avant d'entrer sur le site, de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes.
Constats : L'exploitant a indiqué ne pas avoir admis de matériaux inertes sur le site compte tenu du retard sur son phasage. A l'intérieur de la carrière, il n'a pas été constaté la présence de déchets inertes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet